

*Questions orales**[Traduction]*

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, ce serait intéressant, étant donné que le député parle de façon si désobligeante et si méprisante du président des États-Unis.

A-t-il tenu ces propos devant George, dans le Bureau ovale, lorsqu'il était là-bas? Lorsque vous étiez là-bas, agissiez-vous. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Il était là-bas, à dire: «Oui, Monsieur le Président. Je suis si heureux de vous rencontrer. Merci de m'accueillir dans le Bureau ovale.»

Il revient ensuite et parle comme un gros bonnet. Il revient. . .

[Français]

—avec le «pétage de bretelles».

[Traduction]

Il oublie que nous l'avons vu tout mou à Washington.

Des voix: Oh, oh!

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Monsieur le Président, le ministre du Commerce déclarait hier qu'il existe une certaine souplesse quant à la question des demandes américaines en faveur d'un accroissement des exigences relatives au contenu nord-américain des automobiles. Or le ministre du Commerce déclarait en 1990 que le Canada allait devoir supporter la majeure partie des coûts liés à l'accroissement du contenu, tandis que les États-Unis rafleraient les avantages.

Pourquoi le gouvernement a-t-il changé de point de vue? A-t-il préparé une étude permettant de voir dans quelle mesure sa décision contribuera à éloigner les nouveaux investissements ou même à compromettre l'expansion des usines actuelles au Canada?

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Monsieur le Président, il y a peut-être lieu de préciser immédiatement qu'aucune entente n'est encore intervenue sur cette question.

Pour ce qui est de l'entente que le gouvernement canadien accepterait de conclure, je tiens à souligner que le Syndicat national des travailleurs et travailleuses de l'automobile, l'Association des fabricants de pièces de véhicules automobiles du Canada et les trois grandes industries d'assemblage demandent tous un contenu canadien supérieur à celui de 50 p. 100 négocié en vertu de

l'Accord de libre-échange. Et nous sommes prêts à les écouter.

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Monsieur le Président, le ministre du Commerce déclarait hier qu'il fallait faire en sorte que le Canada demeure un marché d'investissement attrayant pour les fabricants d'automobiles étrangers. Un porte-parole de la Société Honda a immédiatement répondu qu'il devenait rapidement plus logique d'investir aux États-Unis que de risquer de s'exposer aux problèmes liés à l'assemblage des automobiles au Canada.

Le ministre peut-il nous dire si la politique du gouvernement de est maintenir le niveau convenu de contenu nord-américain, ou d'accepter que les États-Unis deviennent le cœur d'un marché nord-américain plus protectionniste?

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Monsieur le Président, nous avons toujours recherché le plus d'avantages possible pour le Canada dans l'Accord de libre-échange nord-américain. Il y a évidemment deux aspects à la question.

Nous connaissons le point de vue des industries transplantées, et nous devons en tenir compte. Nous connaissons aussi la position du reste de l'industrie canadienne, et nous devons également en tenir compte.

Nous essayons de parvenir à une entente qui satisfasse les deux parties. Il ne s'agit pas ici de voir ce que souhaitent les États-Unis, mais ce que veut l'industrie canadienne. Voilà ce qui nous préoccupe.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre et concerne des propos qu'il a tenus avant et après son voyage à Washington.

À propos du harcèlement commercial des Américains, le premier ministre a dit que ce genre de choses ne l'étonnerait probablement pas de la part de quelque dictateur de pacotille dans quelque petit pays de rien du tout. Il a aussi parlé de harcèlement bureaucratique de bas étage. Et voici que de retour à Ottawa, il déclare ceci: «J'ai bon espoir que les Américains vont mettre fin à leurs tracasseries commerciales mesquines.»

Ce sont des propos énergiques et pleins d'espoir qui sonnent creux, finalement. Les Américains vont classer leurs bons amis canadiens dans le même camp que les Coréens, les Japonais et une foule d'autres peuples. Ils vont accuser les malheureux métallurgistes canadiens qui s'adonnent à des pratiques commerciales équitables de faire du dumping.